



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MEUSE

CABINET

Affaire suivie par : Alicia IWASZKO

Responsable de la communication interministérielle

alicia.iwaszko@meuse.gouv.fr

03.29.77.55.64

Bar-le-Duc, le 8 décembre 2016

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Influenza aviaire hautement pathogène H5N8 : passage en risque élevé sur l'ensemble du territoire métropolitain**

À la suite de la découverte de plusieurs foyers d'influenza aviaire hautement pathogène H5N8 dans des élevages du Sud-Ouest et de cas dans la faune sauvage dans le Pas-de-Calais et la Haute-Savoie, le ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la Forêt a décidé de relever le niveau de risque vis-à-vis de la maladie au niveau "élevé" sur l'ensemble du territoire national. Ce choix a également été motivé par l'évolution rapide de la situation sanitaire en France et dans plusieurs pays d'Europe et par la dynamique de propagation du virus. Le rôle des oiseaux migrateurs apparaît prépondérant dans la diffusion de ce virus particulièrement contagieux chez les oiseaux mais inoffensif pour l'homme.

**Il n'y a pas eu, à ce jour, dans le département de la Meuse, de découverte de foyers ou de cas d'influenza aviaire détecté.**

Pour rappel, sur la base d'un avis de l'Anses, le 17 novembre, le niveau de risque avait déjà été relevé de « négligeable » à « modéré » sur tout le territoire national. Dans les zones humides considérées comme des zones à risque particulier et qui constituent des arrêts sur la route des oiseaux migrateurs, le risque vis-à-vis de l'influenza aviaire avait été relevé pour atteindre le niveau « élevé ».

**A ce titre, dans le département de la Meuse, 140 communes se trouvaient concernées et avaient reçu un courrier d'information.**

Or, certains foyers découverts ces derniers jours se situent en dehors de ces zones **humides**. En conséquence, le niveau de risque est désormais qualifié d'« élevé » sur l'ensemble du territoire national. **Le risque « élevé » entraîne la mise en place de mesures de protection renforcées sur l'ensemble du territoire national, à savoir :**

- **l'obligation de confinement ou de pose de filets permettant d'empêcher tout contact avec les oiseaux sauvages pour tous les élevages commerciaux de volailles (sauf dérogation précisée par arrêté) et toutes les basses-cours (sans dérogation possible)**

- **l'interdiction de tout rassemblement de volailles vivantes, et en particulier des marchés de volailles vivantes. Les rassemblements peuvent avoir lieu sous dérogation, si notamment des dispositions sont mises en œuvre pour éviter tout risque de contamination par les oiseaux sauvages d'eau (oiseaux de la faune sauvage susceptibles d'être infectés par l'influenza aviaire) et entre volailles issues de différents élevages.**

- **l'interdiction de lâchers de gibiers à plume sur tout le territoire national. Les lâchers de faisans et de perdrix peuvent être, eux, autorisés sous certaines conditions, tout comme l'utilisation des appelants.**

Enfin, le ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la Forêt rappelle qu'en parallèle de ces dispositions, des mesures de biosécurité, doivent être strictement respectées dans toutes les exploitations de volailles et par toutes les personnes susceptibles de rentrer dans les élevages de volailles du territoire national.

La gestion de ce nouvel épisode d'influenza aviaire dépend de la mobilisation et l'engagement de tous les acteurs du secteur.

**Pour en savoir plus > <http://agriculture.gouv.fr/>**

Pour toute information complémentaire, notamment sur les dérogations au confinement des élevages commerciaux de volailles et au rassemblement de volailles vivantes, il convient de contacter la direction départementale de la cohésion sociale de la protection des populations :  
**Tel : 03 29 77 42 00 - Courriel : [ddcspp@meuse.gouv.fr](mailto:ddcspp@meuse.gouv.fr)**